



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 356 - 20 avril 2023



ÉDITO



Extension du domaine de la lutte... contre le cybersquattage

La lutte contre le cybersquattage des identités de l'Etat est une politique de la DAJ (mission APIE) qui a été initiée en 2022 avec l'ANSSI et dont le déploiement s'étend, en 2023, à l'ensemble des ministères.

[Lire la suite](#)



Institutions

Projet de loi de programmation militaire

Présenté en Conseil des ministres le 4 avril 2023, le projet de loi de programmation militaire 2024-2030 a pour objet de fixer les grandes orientations de la politique de défense française pour les sept années à venir.

[Lire la suite](#)

Projet de loi portant mise en conformité du droit de visite douanière et de modernisation de l'action douanière

Le Gouvernement a présenté, le 13 avril 2023, un projet de loi visant à rénover le cadre d'action de la Douane afin de lui permettre d'agir plus efficacement contre les trafics en pleine conformité avec la jurisprudence, notamment sur le droit de visite.

[Lire la suite](#)



Juridictions

Modification du règlement de procédure du Tribunal de l'Union européenne

Le Tribunal de l'Union européenne a adopté des modifications aux dispositions de son règlement de procédure, entrées en vigueur le 1er avril 2023, pour les moderniser et les simplifier.

[Lire la suite](#)



Commande publique

Le Conseil d'État précise les obligations de la personne publique à l'égard de son cocontractant défaillant lorsqu'elle a recours à un contrat de substitution

Dans le cadre du suivi de l'exécution du contrat de substitution par le cocontractant défaillant, le Conseil d'État précise, d'une part, que si une personne publique doit, dans tous les cas, lui notifier ce contrat, elle n'est tenue de lui communiquer les pièces justifiant de la réalité des prestations effectuées qu'en cas de demande en ce sens et, d'autre part, que le cocontractant défaillant ne peut contester son montant en se prévalant de son invalidité.

[Lire la suite](#)

Le Conseil d'État complète sa jurisprudence sur la notion d'illicéité du contenu d'un contrat de nature à justifier son annulation

Le défaut d'autorisation de mise sur le marché d'un produit dont la fourniture constitue l'objet même du contrat entache d'illicéité le contenu du contrat et constitue, par suite, un vice de nature à justifier son annulation.

[Lire la suite](#)



Finances publiques

La loi du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023

La loi du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, validée par le Conseil constitutionnel, porte des mesures pour tendre à l'équilibre des régimes de retraite, revoit l'âge de départ à la retraite ainsi que la durée des cotisations pour prétendre à une retraite à taux plein.

[Lire la suite](#)



Marchés

Loi tendant à rééquilibrer les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs

La loi n° 2023-221 du 30 mars 2023 complète les dispositifs de régulation des relations entre les fournisseurs et les distributeurs mis en place en 2018 et 2021 par les lois dites « Egalim I » et « Egalim II » dans un contexte de forte inflation.

[Lire la suite](#)



Entreprises

Enquête de la DGCCRF sur le marché du coworking

La DGCCRF a publié le 7 avril 2023 une enquête relative au coworking, espaces de travail destinés à être partagés entre plusieurs travailleurs. Ces espaces se développent de plus en plus avec la généralisation du télétravail et des nouvelles formes d'organisation du travail (nomadisme, emplois non salariés...).

[Lire la suite](#)



Questions sociales

Nouveau régime du dossier pharmaceutique

Le décret n° 2023-251 du 3 avril 2023 introduit plusieurs nouveautés dans l'utilisation du dossier pharmaceutique, fichier informatique permettant la consultation de l'historique de la délivrance de

médicaments. Désormais, la création de ce dossier pharmaceutique devient automatique pour tous, sauf opposition du patient dans les six semaines.

[Lire la suite](#)



Rapport de la Cour des comptes sur la stratégie nationale de recherche en intelligence artificielle

L'intelligence artificielle (IA) est devenue une priorité croissante des Etats en raison de ses multiples implications dans l'économie du futur. La France s'est dotée d'une stratégie en 2018 afin de renforcer la compétitivité et l'attractivité de la France dans ce domaine. La Cour des comptes propose dans son rapport d'examiner cette stratégie nationale de recherche sur les volets « recherche » et « enseignement supérieur ».

[Lire la suite](#)



Audit de la Cour des comptes sur le plan en faveur des demandeurs d'emploi de longue durée

Après la crise sanitaire, le Gouvernement a lancé en septembre 2021 un plan visant le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue et très longue durée. La Cour des comptes, dans un « audit flash » publié le 28 mars 2023, dresse le bilan de la mise en œuvre de ce plan.

**SUR LE SITE**

Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Susie Bruno, Armelle Daumas, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage : Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: ©ArtemSam - stock.adobe.com

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)